

Comment une présentation biaisée des coûts a poussé au choix du F-35

Le Conseil fédéral a induit à plusieurs reprises la population en erreur avec de fausses indications sur le choix des F-35 dont le prix explose. Une commission d'enquête parlementaire a commencé ses travaux pour éclaircir les raisons de ce fiasco. Il y a urgence alors que l'on évoque de nouveaux achats d'armements américains



Un chasseur-bombardier F-35 de l'armée de l'air américaine lors d'un exercice de l'OTAN. Estonie, 2022. — © Sra John R. Wright/U.S Air via www.imago-images.de / imago images/ZUMA Wire

| [Frédéric Koller](#)

Publié le 29 août 2025 à 05:30. / Modifié le 29 août 2025 à 12:09.

[PARTAGER](#) [LIRE PLUS TARD](#) [OFFRIR L'ARTICLE](#)

- Une commission parlementaire a commencé une enquête sur le prix du F-35 et ses dépassements.
- Celle-ci ne communiquera toutefois pas avant la remise de son rapport qui ne devrait pas être public avant l'an prochain.
- La lecture d'un précédent rapport sur le F-35 de cette commission met en lumière des choix contestables du Conseil fédéral.
- Alors que le prix du F-35 explose, Berne envisage pourtant de nouveaux achats d'armements aux Etats-Unis.

Confrontée à des taxes douanières américaines prohibitives de 39% frappants son industrie d'exportation, la Suisse cherche une parade. Parmi les pistes de discussion avec Washington, plusieurs conseillers fédéraux, dont la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, ont indiqué que l'industrie de l'armement faisait partie des paramètres d'une solution. Après avoir évoqué une alternative d'offre militaire européenne en juin, le ministre de la Défense, Martin Pfister, a fait savoir en août que «différentes options» pour le F-35 seraient examinées «en profondeur» d'ici fin novembre, à la suite de l'explosion de leurs coûts. La Suisse s'apprêterait-elle à passer commande de nouveaux chasseurs-bombardiers américains, en plus d'un premier contrat de 36 appareils pour un montant initial de 6 milliards de francs, ou à augmenter son enveloppe budgétaire? Il faudrait pour cela l'aval du parlement.

Ces interrogations interviennent alors qu'un organe parlementaire - une sous-commission de la Commission de gestion du Conseil national - a lancé une enquête sur la notion de «prix fixe» contenu dans le contrat des F-35 ainsi que sur la communication qui en a été faite par le Conseil fédéral. Contrairement à ce qu'avait affirmé Viola Amherd dès 2021, et à ce que continue de répéter le Conseil fédéral à ce jour, cette notion de «prix fixe» - destinée à rassurer les sceptiques - a été questionnée dès 2022 par le Contrôle fédéral des finances, soit avant la signature du contrat, ainsi que par l'audit d'un cabinet d'avocat américain en 2024, et finalement démentie par le

Déjà un compte ? [Se connecter](#)

Accédez à tous nos contenus

Découvrez l'intégralité de nos articles, analyses et contenus exclusifs avec notre abonnement digital.

Offre de rentrée: -30% de rabais sur l'ensemble de nos abonnements!

[JE M'ABONNE](#)

[Impressum](#)

[Abonnements](#)

[Conditions générales d'utilisation](#)

 [Facebook](#)

[À Propos](#)

[Privilèges abonnés](#)

[Conditions générales de vente](#)

 [X, Ex-Twitter](#)

[Communication](#)

[Epaper](#)

[Politique de confidentialité](#)

 [LinkedIn](#)

[Rejoignez Le Temps](#)

[Newsletters](#)

[Gestion des cookies](#)

 [Instagram](#)

[Le Temps Emploi](#)

[Magazine T](#)

[Charte des partenariats](#)

 [Youtube](#)

[Régie Publicitaire du Temps](#)

[Questions fréquentes](#)

[Charte éditoriale en matière d'intelligence artificielle générative](#)

 [Tiktok](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Archives historiques](#)

[Événements](#)

[Avenue du Bouchet 2 1209 Genève](#) | [Service Clients: +41 22 539 10 75](#) | [Contactez Le Temps](#)